



Assemblée générale

Distr. limitée
9 octobre 2006
Français
Original : anglais

Soixante et unième session

Première Commission

Point 90 y) de l'ordre du jour

**Désarmement général et complet :
le commerce illicite des armes légères
sous tous ses aspects**

Afrique du Sud, Colombie et Japon : projet de résolution

Le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 56/24 V du 24 décembre 2001, 57/72 du 22 novembre 2002, 58/241 du 23 décembre 2003, 59/86 du 3 décembre 2004 et 60/81 du 8 décembre 2005,

Soulignant l'importance de la poursuite de l'exécution totale du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, adopté par la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects¹,

Se félicitant que les États Membres s'efforcent de présenter, de leur propre initiative, des rapports nationaux sur l'exécution du Programme d'action,

Prenant note avec satisfaction des efforts déployés aux niveaux régional et sous-régional pour favoriser l'exécution du Programme d'action, et saluant les progrès déjà accomplis en la matière, notamment le fait de s'attaquer aux facteurs de l'offre et de la demande qu'il est nécessaire de prendre en compte dans le cadre de la lutte contre le commerce illicite des armes légères,

Prenant en considération les efforts déployés par les organisations non gouvernementales pour aider les États à exécuter le Programme d'action,

Rappelant que, dans le cadre du suivi de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects², il a été convenu que les États devraient se réunir tous les deux ans en vue d'examiner l'exécution du Programme d'action aux niveaux national, régional et mondial,

¹ Voir *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects*, New York, 9-20 juillet 2001 (A/CONF.192/15), chap. IV, par. 24.

² A/CONF.192/15.



Rappelant l'importance de l'adoption de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre³,

Consciente que le courtage illicite des armes légères est un grave problème auquel la communauté internationale devrait s'attaquer sans plus attendre et, à cet égard, se félicite de la décision prise par l'Assemblée générale de créer un groupe d'experts gouvernementaux pour examiner les nouvelles mesures à prendre pour renforcer la coopération internationale en vue de prévenir, combattre et éliminer le courtage illicite des armes légères,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur l'application de sa résolution 60/81⁴,

Saluant le fait que la Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects⁵, qui s'est tenue du 26 juin au 7 juillet 2006, a souligné qu'il importait d'exécuter le Programme d'action dans le cadre des activités que mène la communauté internationale pour prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, après 2006,

1. *Encourage* toutes les initiatives, y compris celles de l'Organisation des Nations Unies, des autres organisations internationales, des organisations régionales et sous-régionales, des organisations non gouvernementales et de la société civile, visant à assurer le succès de l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects¹, et engage tous les États Membres à participer à la poursuite de l'exécution du Programme d'action;

2. *Déplore* que les participants à la conférence chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action⁵ ne soient pas parvenus à s'entendre sur un rapport final;

3. *Exhorte* tous les États à appliquer l'Instrument international visant à leur permettre de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre³, notamment, en indiquant au Secrétaire général le nom et les coordonnées du ou des points de contact nationaux et en lui fournissant des informations sur les pratiques nationales en matière de marquage, notamment les marques utilisées pour indiquer le pays de fabrication et le pays d'importation, le cas échéant;

4. *Décide* que la prochaine réunion biennale des États, telle que prévue dans le Programme d'action, qui sera chargée d'examiner l'exécution du Programme d'action aux niveaux national, régional et mondial, se tiendra à New York au plus tard en 2008;

³ A/60/88, annexe; voir aussi décision 60/519.

⁴ Voir A/61/288.

⁵ A/CONF.192/2006/RC/9.

5. *Décide également* que la réunion des États chargée d'examiner la mise en œuvre de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre se tiendra dans le cadre de la réunion biennale des États;

6. *Rappelle* que le groupe d'experts gouvernementaux créé en vue d'examiner les nouvelles mesures à prendre pour renforcer la coopération internationale en vue de prévenir, combattre et éliminer le courtage illicite des armes légères, doit présenter à sa soixante-deuxième session un rapport issu de cet examen;

7. *Souligne* que les initiatives prises par la communauté internationale en matière de coopération et d'assistance internationales demeurent essentielles et complètent les efforts de mise en œuvre au niveau national, mais aussi aux niveaux régional et mondial;

8. *Continue* d'encourager toutes ces initiatives, y compris les initiatives régionales et sous-régionales, visant à mobiliser des ressources et des compétences pour promouvoir l'exécution du Programme d'action et à fournir une assistance aux États pour sa mise en œuvre;

9. *Encourage* les États à présenter, au moins tous les deux ans, des rapports nationaux sur l'exécution du Programme d'action et d'y inclure des informations sur la mise en œuvre de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre et prie le Secrétaire général de rassembler et de diffuser les données et informations fournies par les États;

10. *Encourage en outre* les États à échanger des informations sur l'expérience qu'ils ont acquise au niveau national pour ce qui est des meilleures pratiques permettant de s'attaquer aux facteurs de l'offre et de la demande dans le cadre de l'exécution du Programme d'action;

11. *Prie également* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa soixante-deuxième session, de l'application de la présente résolution;

12. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-deuxième session la question intitulée « Le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects ».